

VERBATIM

CONFERENCE DE PRESSE

Bangui, le 30 avril 2025

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA.

C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

La MINUSCA est actuellement activement engagée dans le Haut-Mbomou afin de protéger les populations civiles qui se trouvent sous la menace de violences et d'apaiser les tensions qui prévalent ces derniers jours dans cette partie de la République centrafricaine.

Des populations civiles qui payent un lourd tribut aux récentes attaques, obligées de fuir leur maison et de trouver un abri plus sûr dans le périmètre de l'église catholique, de l'hôpital et de centres de formations à Zemio mais, aussi, de l'autre côté de la rivière, en République démocratique du Congo.

En réponse, la Force de la Mission effectue des patrouilles de façon permanente afin de prévenir de futures attaques et de rassurer les populations. Elle est également présente aux abords des lieux publics et des sites qui accueillent des personnes déplacées.

La MINUSCA conforte ses propres positions et soutient le renforcement des effectifs des Forces armées centrafricaines présentes dans la région en assurant le déploiement par voie aérienne de plus de 200 soldats. Elle distribue également de l'eau potable chaque jour, dans la limite de ses capacités, soit 2 500 litres. Notre engagement n'est pas seulement militaire mais aussi civil. Notre bureau de Obo est en contact permanent avec les autorités locales, notamment le préfet du Haut-Mbomou.

La semaine dernière, nous avons par exemple soutenu l'organisation d'une réunion du Comité de mise en œuvre préfectoral de l'accord politique de paix et de réconciliation (CMOP) à laquelle ont participé les autorités locales et des représentants des AAKG/WTA. La MINUSCA poursuit sans relâche son plaidoyer et ses bons offices pour un retour durable au calme.

Cette tâche prioritaire du mandat de la MINUSCA, celle de la protection des civils, est également mise en œuvre dans la région de la Yadé. Outre Bozoum et Ndim, la Force de la Mission est désormais présente, depuis le 30 avril, à Ngoutéré après avoir mené à bien la remise en état du dernier pont qui entravait l'accès à cette localité de l'Ouham-Pendé.

Au total, ce sont 13 ponts qui ont été réhabilités par la MINUSCA au cours des derniers mois, 10 sur l'axe Bocaranga-Ngoutéré et 3 sur l'axe Bocaranga-Ndim, ce qui permet, pour la première fois depuis 2020, une circulation fluide des personnes et des biens ainsi que, pour les Forces de défense et de sécurité centrafricaines et celles de la MINUSCA, un accès facilité vers les populations, ce qui est un préalable à la stabilisation de la région.

La mobilité des Forces de défense et de sécurité nationales ainsi que des échanges facilités, il en est aussi question à Birao où un pont routier sur la rivière Yata, construit par la MINUSCA, a été officiellement inauguré hier. Ce pont constitue une première dans la Vakaga qui fait face à un déficit d'infrastructures routières, qui lorsqu'elles existent, sont impraticables lors de la saison des pluies, déconnectant ainsi la population du reste des localités de la préfecture.

La mise en service de ce pont va contribuer à renforcer la protection des civils grâce à des patrouilles menées conjointement par les FACA et la Force de la MINUSCA, à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et à intensifier les échanges commerciaux avec le Soudan et le Tchad voisins, ce qui, à terme, permettra la consolidation de la cohésion sociale au sein des communautés et le développement de la région.

D'autres projets visant à stabiliser Birao et sa région et favoriser le vivre-ensemble ont également été inaugurés hier et ce mercredi et remis par la MINUSCA aux autorités locales, des projets qui vont bénéficier à près de 50 000 personnes.

En réponse à une demande formulée par la mairie de Birao et les commerçants, la MINUSCA a construit 15 magasins au sein du marché central dans lesquels pourront être stockés des produits de première nécessité, lesquels avaient fait défaut suite au déclenchement de la guerre au Soudan en avril 2023. Ces magasins vont soutenir le relèvement économique de Birao et contribuer à la sécurité alimentaire.

L'extension de l'autorité de l'Etat est un autre volet de la consolidation de la stabilisation. Alors qu'en 2021, seuls sept fonctionnaires étaient présents à Birao en raison de l'absence de bureaux pour les accueillir, la MINUSCA, en consultation avec les autorités locales, a financé la construction et l'équipement d'un bâtiment administratif qui abritera les bureaux des chefs de services préfectoraux, représentant différents services de l'État, ce qui constituera une nette amélioration des conditions de travail des fonctionnaires et agents de l'Etat et de la qualité des services publics rendus. Un nouveau tribunal de grande instance a également été construit, permettant ainsi un meilleur accès de la population à la justice.

Troisième et dernier volet, celui de la cohésion sociale et du vivre-ensemble avec la construction d'un stade, ce qui, là-aussi, est une première pour la ville de Birao qui ne disposait pas, jusqu'à aujourd'hui, d'infrastructures sportives pouvant réunir des jeunes. Le stade Am-Gabo, flambant neuf, va combler ce vide en permettant à tous les jeunes de Birao et des localités environnantes de pratiquer le sport, reconnu comme un vecteur de réconciliation.

Toujours à Birao, nos collègues de la section des affaires judiciaires et pénitentiaires nous signalent que la semaine dernière, la MINUSCA a facilité la remise officielle de jugements supplétifs d'actes de naissance pour des enfants à Toumou et Birao dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet MINUSCA-FNUAP visant à fournir des jugements supplétifs pour 500 enfants dans la région de la Vakaga. Le premier adjoint au maire de Birao s'est réjoui de l'aboutissement de ce projet qui a permis de soulager les parents vulnérables de l'obligation parentale d'établir un acte de naissance pour leur enfant. Les parents ont unanimement salué ce projet qui permet, par exemple, à leurs enfants d'aller à l'école et de satisfaire ainsi un droit fondamental.

Direction maintenant Berberati dans la préfecture de la Mambéré-Kadéï, où la MINUSCA a remis, le 30 avril dernier, 18 motos, des équipements informatiques et du matériel de bureau au Gouverneur de la région de l'Équateur.

11 motos seront distribuées aux Forces de sécurité intérieures basées dans les préfectures de Mambéré-Kadéï, Sangha-Mbaéré et Mambéré, et les autres motos et équipements seront partagés entre les autorités locales, le Comité local de paix et réconciliation (CLPR) et les comités de résolution des conflits liés à la transhumance basés à Nandobo et Nola.

Le même jour, à Bangassou, dans la préfecture de Mbomou, la MINUSCA a remis six motos aux Forces de sécurité intérieure centrafricaines afin de faciliter les déplacements et patrouilles au départ des commissariats de Bangassou, Ouango et Rafai.

Hier, c'est à Bambari dans la préfecture de Ouaka que la MINUSCA a remis quatre motos aux Forces de sécurité intérieure pour renforcer leurs capacités. à Ngakobo, Ippy et Kouango.

Ces dons s'inscrivent dans le cadre de la mission de protection des civils de la MINUSCA et de son soutien à l'extension de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire centrafricain.

Questions des journalistes

Le Démocrate (Elvis Voyemakoa)

- Depuis hier soir, il est fait écho d'une reprise des hostilités dans la ville de Mboki. Est-ce que, à l'heure actuelle, la MINUSCA est-elle informée et quelles sont les dispositions à prendre ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Oui, merci. Effectivement, non seulement nous sommes informés, mais nous intervenons sur le terrain. Les informations que nous avons reçues montrent que la situation à Mboki est effectivement fragile et la MINUSCA, en soutien aux Forces armées centrafricaines, est présente sur place. Nous sommes en train de renforcer nos moyens d'intervention sur place. Je sors justement d'une réunion où nous avons échangé à propos de la situation à Mboki en particulier et dans le Haut-Mbomou en général. Ce que je peux vous dire, c'est que ce matin, 150 personnes déplacées se sont rassemblées devant la base de la MINUSCA afin d'y trouver refuge. A Mboki comme à Zemio, la Force de la MINUSCA est présente, évidemment en soutien aux Forces armées centrafricaines, afin vraiment de protéger les populations civiles qui sont sous la menace de violences commises par des groupes armés. Donc, nous sommes conscients et nous sommes présents et nous faisons tout ce qui est dans nos moyens disponibles pour pouvoir apporter un soutien aux populations civiles.

Questions des journalistes

Radio Lengo Songo (Carole Bissekoin)

- J'ai deux petites préoccupations en ce qui concerne un reportage sur RFI. Ce reportage a mentionné que le conseil du groupe de travail de l'ONU est en train de réduire la capacité de l'Organisation, de leur travail en République centrafricaine. Est-ce que la MINUSCA est au courant ?
- Et la deuxième question est celle-ci, avec l'administration Trump qui compte, réduire, soit suspendre la Mission de l'ONU en République centrafricaine ou en Afrique en général, est-ce que la MINUSCA est au courant ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je vous remercie. En ce moment, beaucoup de choses se disent. Beaucoup de choses sont dites. Beaucoup de documents fluent, de vrais documents, de faux documents. Au moment où je vous parle, je n'ai absolument aucune information à vous donner concernant le futur budgétaire de cette Mission.

Concernant les informations de l'administration Trump, il est une tradition aux Nations-Unies qui est celle que les informations que nous voyons dans la presse, nous ne les commentons pas. Nous ne commentons pas les propositions budgétaires des États membres. Et puis, je me permets aussi de vous rappeler que ce sont les États membres qui décident du mandat de la MINUSCA, par le Conseil de sécurité, mais également de son budget.

Donc, pour l'instant, tout ce que vous avez pu voir dans les journaux, ce sont des spéculations. On ne va pas cacher que la situation internationale et que les cartes sont rebattues depuis quelques mois, mais, en revanche, pour l'instant, je n'ai aucune annonce concrète à vous faire dans ce sens-là. Rien n'a encore été décidé ni même discuté concernant cette Mission.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Samuel Bogoto)

- J'ai suivi ce matin un prêtre de Bocaranga qui déjà apprécie le travail fait par la MINUSCA là-bas, mais estime que le travail n'est pas fait assez à l'image de ce qui se passe ailleurs. Il a pris comme exemple la construction de routes. Alors est-ce que quelque chose peut être envisagé dans ce sens ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je crois qu'on l'a souvent dit, notre mandat numéro un est celui de la protection des civils. Et je crois que dans mon propos liminaire, aujourd'hui, je vous ai vraiment exposé tout ce que nous faisions pour mettre en œuvre cette tâche prioritaire de notre mandat. Lorsque nous construisons des routes ou réparons des routes, ce n'est pas parce que nous sommes une entreprise de travaux publics, mais c'est parce que nous voulons faciliter l'accès des Forces de défense et de sécurité intérieure ou l'accès de la Force de la MINUSCA aux personnes qui vivent dans des zones isolées ou enclavées, et que si ces personnes vivent sous la menace, nous voulons construire des routes lorsqu'elles n'existent pas ou lorsqu'elles n'existent plus afin de pouvoir aller les protéger si nécessaire.

Donc, une fois encore, cette logique de grands travaux d'envergure est strictement reliée à notre mandat de protection des populations civiles. Je crois l'avoir aussi mentionné dans mon propos liminaire. Vous avez vu ce qui s'est passé dans le cadre de nos actions pour la stabilisation de la région de la Yadé, avec des ponts qui ont été aussi réparés par la MINUSCA. Mais là encore, la logique n'est pas de réparer tous les ponts de la République centrafricaine, ce n'est pas dans notre mandat. La logique qui a guidé la réparation de ces ponts est celle de pouvoir accéder aux populations qui vivent dans des zones enclavées et qui étaient donc difficiles d'accès, mais aussi permettre à ces populations en retour de pouvoir se déplacer librement et d'avoir, elles, accès à des services de base.

Questions des journalistes

Radio Centrafrique (Erica Dekamayen)

- J'ai suivi votre rapport, je me demande est-ce que la MINUSCA peut nous confirmer aujourd'hui que la restauration de l'autorité de l'État est vraiment complète dans ces zones où la MINUSCA œuvre dans toutes les zones que vous avez citées dans votre rapport ? Est-ce que la restauration de l'autorité de l'État est vraiment complète ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

La restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire est un objectif que nous menons en soutien aux autorités centrafricaines. Donc c'est un processus, celui de la stabilisation de ce pays. Donc, nous y allons étape par étape. Et une fois encore, c'est un processus de stabilisation. Dans cet ordre d'idée, il y a justement mes collègues des affaires civiles qui m'ont fait parvenir un chiffre ce matin pour me dire qu'il a été constaté que, au moment où on se parle, il y a 5 273 représentants de l'Etat qui sont actuellement présents à leur poste, y compris sur le terrain. Donc ça, c'est un exemple et, vous le savez, dans le cadre de la restauration et de l'extension de l'autorité de l'Etat, la MINUSCA facilite le déploiement des fonctionnaires sur le terrain, facilite le déploiement, je l'ai dit, des Forces armées centrafricaines, par rapport à la situation actuellement dans le Haut-Mbomou, dans le moment où les renforts des FACA sont acheminés par voie aérienne.

La restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat, c'est aussi la construction de mairies, de tribunaux. A Birao, un tribunal va être inauguré aujourd'hui. Donc ce sont des activités. C'est un processus qui est en cours et qui doit contribuer à stabiliser et à consolider la stabilisation dans ce pays.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka

- [Question non enregistrée dans laquelle le journaliste demandait la réaction de la MINUSCA à l'extradition du Cameroun vers la RCA d'Armel Sayo]

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Il s'agit d'une affaire strictement interne à la République centrafricaine dans laquelle la MINUSCA n'est pas intervenue et n'a pas à intervenir.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). Vous pouvez aussi rejoindre notre chaîne WhatsApp. L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation. Je vous retrouve mercredi prochain.